

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1928

Projet de Loi organique de l'apprentissage.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MADAME, MESSIEURS,

La formation professionnelle à domicile (apprentissage) a fait l'objet des travaux de la Commission nationale constituée par arrêté royal du 10 avril 1902 chargée de s'enquérir de la situation des classes moyennes appartenant à l'industrie ou au commerce et d'étudier les mesures qui pourraient améliorer leur condition. La 1^{re} section de cette Commission consacra ses séances des 25 février et 6 mars 1905 à l'étude de la question. Ses conclusions furent examinées par l'assemblée plénière en ses séances des 6 et 20 juin de la même année. Parmi les vœux adoptés par l'assemblée plénière, signalons les trois suivants qui constituent l'armature du système :

« La Commission nationale voit dans la formation professionnelle à domicile (apprentissage) un mode d'éducation professionnelle qu'il est nécessaire de conserver et d'améliorer et qui est apte à sauvegarder la personnalité de l'artisan, particulièrement dans les métiers d'art ».

« En vue de conserver et d'améliorer l'apprentissage individuel, il y a lieu de faire appel à l'initiative privée, à l'action syndicale et à l'intervention des pouvoirs publics.

» L'État devrait réserver à cet effet

une part des subsides consentis à la formation professionnelle à l'école ».

« La conclusion d'un contrat écrit entre l'apprenti, accompagné de ceux qui ont sur lui l'autorité paternelle, d'une part, et le patron, d'autre part, constitue l'un des moyens les plus efficaces pour améliorer l'apprentissage ».

En 1925, le Conseil supérieur des métiers et négoce fut saisi de la question par M. Moyersoen, Ministre des Affaires Economiques. Sa 2^e section crut devoir procéder, au préalable, à une enquête auprès des représentants des principales professions artisanales.

M. Pécher, membre de la Chambre des Représentants et vice-président du Conseil supérieur, résuma dans un rapport final le travail du Conseil et les conclusions auxquelles il s'arrêta. Ce rapport peut servir de commentaire aux dispositions du présent projet de loi :

« La formation professionnelle de la jeunesse, entre quatorze et dix-huit ans, c'est-à-dire au sortir de l'école primaire et préalablement à son entrée dans la vie active de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture, est l'un des multiples aspects que revêt le problème fondamental de la production, et à ce titre, elle est directement liée à la restauration de notre économie nationale. »

Considérée du point de vue spécial de l'apprentissage dans les métiers et né-

goces, elle revêt en outre une portée sociale, d'un intérêt immédiat et tout à fait caractéristique : l'apprentissage en ce domaine, c'est l'accès facilité au petit patronat, c'est le recrutement et la perpétuation assurée des métiers, avec leur autonomie traditionnelle, avec leur effort d'originalité artistique, si heureusement adapté aux facultés ingénieuses de travail de nos populations, c'est dans le cadre familial préservé, un barrage salutaire à l'absorption par les grandes entreprises, et donc tout à la fois une mesure de défense efficace du foyer, et de sauvegarde des classes moyennes, si menacées dans le temps où nous vivons. Tel est l'intérêt de principe de la question. Aussi est-ce à bon droit que l'attention du législateur y est actuellement attirée.

Remarquons ensuite qu'une distinction s'impose, dès qu'abandonnant les généralités de principe, on aborde les modalités d'application, le fonctionnement et le contrôle de l'apprentissage. Sans doute est-il exact de dire, ainsi que le remarque M. Omer Buyse dans une étude de la *Revue Economique internationale* d'octobre 1924, que l'évolution même de la technique industrielle, la division et la mécanisation du travail créent une discordance entre l'ancienne forme d'apprentissage et les nécessités actuelles, qui font de l'ouvrier « un opérateur à gestes professionnels limités ou un conducteur de machines spécialisées ». Et ce n'est pas sans de bonnes raisons qu'il donne de l'apprentissage, dans la grande industrie, une formule nouvelle qui l'incorpore en quelque sorte au régime de l'atelier, rétablissant, comme il l'exprime, le chef d'entreprise dans son rôle historique d'éducateur professionnel des jeunes ouvriers par la seule vertu de la loi sur le contrat de travail étendue et rattachant pour le surplus l'éducation technique à la fréquentation obligatoire, pendant un temps déterminé, des écoles spéciales, où le directeur surveillera les efforts de l'apprenti.

On conçoit que, sous la poussée des

faits, cette solution s'impose pour l'ouvrier des grands établissements.

Elle ne paraît pas satisfaisante, ni suffisante en ce qui concerne les métiers groupés sous la dénomination d'artisanat. Ainsi que l'observait un député français, M. Courtier, auteur d'une proposition de loi déposée à la Chambre des Députés, le 30 septembre 1922, et qui servit de base à des discussions ultérieures au sein du Conseil supérieur de l'enseignement technique de France, sous la présidence de M. Vidal, devenu depuis sous-secrétaire d'État de l'Enseignement technique : « L'industrie proprement dite et l'artisanat sont distincts dans leur travail, dans leurs méthodes. Une même institution ne peut réglementer de façon identique deux apprentissages si différents. » Cette opinion fut ratifiée par l'assemblée des spécialistes à qui elle avait été soumise, et qui préconisa en conséquence une solution analogue à celle que nous aurons l'honneur d'exposer ci-après.

Il semble donc bien que, si le projet de loi organique de l'Enseignement technique et de l'apprentissage, élaboré par notre Conseil supérieur de l'enseignement technique, apporte une solution d'ensemble remarquable et répondant parfaitement aux situations normales de la grande industrie, il laisse subsister une lacune en ce qui concerne l'organisation de l'apprentissage artisanal. Et c'est elle que le Conseil supérieur des métiers et négoce souhaiterait voir combler.

Efforçons-nous donc de définir le rôle que nous entendons réserver à l'apprentissage et de tracer l'organisation qui lui permettra de se développer.

Il subsiste, en effet, tout un domaine encore vaste où l'apprentissage est appelé à une mission féconde, c'est celui des petites industries autonomes, comme la menuiserie, la plomberie, la zinguerie, la serrurerie, la maréchalerie, la peinture, la cordonnerie, la coiffure, la coupe et confection, etc., sans omettre le commerce de détail, l'hôtellerie, la boucherie,

la boulangerie, la cuisine et tous les métiers d'art comme l'ébénisterie, la boissellerie, l'orfèvrerie, la sculpture, le travail artistique des métaux, tout cet ensemble de métiers et négoce bien vivants de nos villes et de nos campagnes, que l'évolution sociale n'aboutira pas à faire disparaître, mais que le devoir de la collectivité est au contraire de fortifier et de sauvegarder dans l'intérêt de la paix sociale. Pour eux tous, il nous est impossible de souscrire à un jugement trop absolu consistant à dire : « L'apprentissage s'atrophie et meurt parce qu'il ne correspond plus à une fonction économique de notre époque ». Bien loin de là, l'apprentissage vivra, à une condition : c'est d'être organisé. Et il sera une source de vitalité nouvelle pour beaucoup d'activités économiques s'il leur est sérieusement appliqué. Occupons-nous donc de rendre possible sa restauration.

Faisant suite à la suggestion que lui avait communiquée l'honorable Ministre des Affaires Economiques, le Conseil supérieur a procédé tout d'abord à une enquête approfondie sur la situation de l'apprentissage dans une dizaine de métiers divers.

Il nous est impossible d'en relater ici les résultats détaillés. Bornons-nous aux traits généraux qu'elle a permis de fixer.

Il est apparu que, si l'apprentissage ne donne pas satisfaction aujourd'hui, c'est à raison de ce que ni l'apprenti ni même le patron n'ont souvent une conscience bien nette des obligations réciproques que, de part et d'autre, ils ont assumées, et que, d'ailleurs, nulle sanction ne vient leur rappeler. De la part de l'apprenti, c'est le désir de gain immédiat, une préparation déjà médiocre et une certaine négligence à suivre les cours temporaires, la tendance à quitter le patron sans respect du terme fixé par le contrat et, au risque de compromettre tout l'avenir, à se laisser débaucher par un autre qui le paie davantage, — de la part du patron, c'est l'emploi de l'apprenti à des besognes étrangères au

métier, mais plus utiles au patron, la compréhension insuffisante de ses devoirs vis-à-vis de l'apprenti par crainte de se susciter un concurrent, souvent même l'incapacité du patron dans sa propre profession.

De façon générale, l'enquête a révélé l'utilité des cours professionnels temporaires dont l'action éducatrice doit être dans la plupart des professions, en quelque sorte jumelée avec la formation pratique à l'atelier, — mais malheureusement trop rares, — la modicité excessive des encouragements attribués autant au patron qu'à l'apprenti sous forme de primes, enfin la nécessité absolue de l'introduction de l'apprentissage obligatoire, ce qui emportera comme conséquence la généralisation de la pratique du certificat, condition d'admission à l'exercice de la profession.

Ces données générales ont fourni les grandes lignes de la réforme à accomplir.

Nous pensons pouvoir caractériser comme suit les conclusions auxquelles a abouti le Conseil.

Tout d'abord, il y a lieu de faire apparaître de façon plus frappante, pour l'apprenti comme pour le patron, ce que la notion de l'apprentissage fait naître de devoirs réciproques pour l'une comme pour l'autre des parties au contrat. Il y a lieu de dégager l'élément moral qui y est contenu. Il est certain, en effet, que si l'apprentissage assure à l'élève une formation pratique qui vient utilement se juxtaposer aux connaissances qu'il acquerra à l'école ou aux cours temporaires, il comporte aussi une adaption professionnelle où des facteurs d'ordre éducatif jouent un rôle important. Il n'est pas moins évident que le maître aura vis-à-vis de lui des obligations infiniment plus étendues, allant même jusqu'à des devoirs de sollicitude de bon père de famille, obligations de nature fort différente de celles que le chef d'entreprise a vis-à-vis de son ouvrier. C'est même cette considération-là qui, entre autres, a déterminé le Conseil à ne pas

souscrire à une conception de l'apprentissage qui en ferait comme un rouage subalterne dans une vaste organisation administrative d'enseignement, mais à s'efforcer de la dégager, de la mettre en quelque sorte en honneur, de lui conférer une existence juridique propre, respectueuse de l'esprit même de l'institution et fidèlement adaptée aux mœurs et coutumes dont, en l'occurrence, l'influence ne cessera pas d'être prédominante.

Mais il ne suffit pas de faire ressortir cet aspect de la question, de conférer à la notion d'apprentissage la place qui lui revient : il faut veiller à atteindre des résultats efficaces, et à cet effet il apparaît indispensable de ne plus se contenter, comme par le passé, d'un effort de propagande et d'encouragement par de minimes subsides : il faut hardiment envisager pour l'apprentissage l'élaboration d'un statut complet comportant, d'une part, un ensemble de dispositions légales précisant la notion du contrat d'apprentissage, lequel doit apparaître comme un contrat *sui generis* aux côtés du contrat de travail ou du contrat d'emploi et mérite donc d'être juridiquement reconnu et défini au même titre que ces derniers ; de l'autre, une organisation légale permanente où les métiers et négoce trouveront l'occasion d'exercer l'influence qui leur a fait défaut jusqu'à présent, organisation grâce à laquelle pourra s'effectuer le contrôle requis sur la conclusion et l'exécution des contrats : surveillance quant aux conditions de travail des apprentis, quant à la capacité des patrons, quant aux examens de fin d'apprentissage, quant au placement des porteurs de certificats. Peut-être pourra-t-on espérer de ces mêmes organisations des initiatives utiles au point de vue du préapprentissage, de l'action de propagande exercée dans les classes dès le quatrième degré primaire, de l'orientation professionnelle et du choix d'un patron pour les commençants.

Des garanties seront ainsi établies.

Elles sont, remarquons-le, d'autant

plus indispensables, que les apprentis sont des mineurs et qu'on ne concevrait pas une extension généralisée de l'apprentissage sans qu'une protection complète et minutieuse fût organisée en leur faveur.

Tel est le sens général des dispositions prévues par l'avant-projet ci-après.

Dès ce moment, une certaine obligation peut être décrétée. Cette obligation atteint à la fois les adolescents de moins de dix-huit ans, du jour où ils se livrent à l'exercice d'une des professions qu'un arrêté royal déterminera, et les chefs d'entreprises qui sont appelés à concourir à la formation des recrues de la profession en question (art. 1 et 2). A défaut de s'acquitter personnellement ou par leurs délégués qualifiés de cette mission, ils auront à acquitter la taxe d'apprentissage (art. 3 et 4).

Les articles 6 à 14 sont relatifs au contrat d'apprentissage. Après l'avoir défini (art. 6), ils en précisent la forme et les énonciations indispensables (art. 7 et 8), caractérisent les obligations essentielles du patron (art. 9) et de l'apprenti (art. 10), enfin comportent une nomenclature des cas où le contrat sera résolu, soit de plein droit (art. 12), soit à la demande des parties ou de l'une d'elles (art. 13).

Le chapitre III (art. 15 à 17) traite de l'organisation et de la composition des Chambres d'apprentissage constituées soit par région, soit nationalement à l'initiative d'associations professionnelles qui auront donné des garanties suffisantes de développement et de bonne administration.

Le chapitre IV (art. 18 et 19) confère un caractère légal à l'examen de sortie, au certificat de capacité, ainsi qu'au titre de « maître » qui attestera publiquement que l'intéressé a acquis dans la profession des connaissances complètes et incontestables.

Le chapitre V comporte quelques dispositions complémentaires d'ordre pénal.

Ainsi seront jetées les bases d'une réforme saine et féconde, depuis long-

temps souhaitée par le pays; elle complètera utilement le projet de législation organique de l'enseignement technique et contribuera à mieux assurer, avec l'essor des activités professionnelles qualifiées, notre développement économique et notre prospérité. »

Il n'est pas sans intérêt de signaler que de nombreux pays possèdent déjà une législation sur la matière.

Citons la France (lois du 22 février 1851 et du 28 décembre 1910), l'Espagne (loi du 17 juillet 1911), l'Autriche (lois industrielles de 1850, 1883, 1897 et du 5 février 1907), l'Allemagne (lois industrielles de 1869, 1897, 1900 et mai 1908), la Suisse (Fribourg 1895, Neuchâtel 1890, Vaud 1896-1911, Tessin 1912, Valais, etc.), les Pays-Bas (loi du 4 octo-

bre 1919), le Danemark (lois du 30 mars 1889 et du 6 mai 1921), la Norvège (lois de 1881 et du 27 juillet 1913), la Bulgarie (lois de 1903 et du 28 mars 1910), la Serbie (loi du 29 juin 1910) et la Roumanie (loi du 25 janvier-7 février 1912).

Le *Bulletin de l'Office des Métiers et Négoces*, dans son numéro de 1925, I, a publié en tableau synoptique les principales dispositions des législations étrangères précitées.

Le Ministre de l'Agriculture,
H. BAELS.

Le Ministre des Finances,
Bon M. HOUTART.

(6)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 23 FEBRUARI 1928

Wetsontwerp tot inrichting van het leerlinschap.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De beroepsvorming ten huize (leerlinschap) heeft het voorwerp uitgemaakt van de werkzaamheden der Nationale Commissie, ingesteld bij Koninklijk besluit van 10 April 1902, met de opdracht een onderzoek te doen naar den toestand van de middenstanden in handel en nijverheid, en de maatregelen te bestudeeren welke dien toestand zouden kunnen verbeteren. De eerste afdeeling dier Commissie besteedde hare zittingen van 25 Februari en 6 Maart 1905 aan de studie van het vraagstuk. Hare besluiten werden onderzocht door de algemeene vergadering, in hare zittingen van 6 en 20 Juni van hetzelfde jaar. Onder de wenschen, door de algemeene vergadering aangenomen, stippen wij de drie volgende aan, die den grondslag van het stelsel uitmaken :

« De Nationale Commissie ziet in de beroepsvorming ten huize (leerlinschap) eene wijze van beroepsopleiding, welke moet behouden en verbeterd worden, en die geschikt is om de persoonlijkheid van den ambachtsman, vooral in de kunstambachten, te beschermen. »

« Om het individueel leerlinschap te behouden en te verbeteren, dient beroep gedaan te worden op het privaat initiatief, op de syndicale werking en op de tusschenkomst der openbare machten.

» De Staat zou te dien einde een deel moeten voorbehouden van de toelagen, toegestaan voor de beroepsvorming in de school. »

« Het sluiten van een schriftelijk contract tusschen den leerjongen, vergezeld van degenen die over hem het vaderlijk gezag uitoefenen, eenerzijds, en den patroon, anderzijds, is een der beste middelen om het leerlinschap te verbeteren. »

In 1925 werd het vraagstuk bij den Hoogen Raad van Ambachten en Neringen aanhangig gemaakt door den heer Moyersoën, Minister van Economische Zaken. De tweede afdeeling meende vooraf te moeten overgaan tot een onderzoek bij de vertegenwoordigers der voornaamste ambachtsberoepen.

De heer Pécher, Kamerlid en onder voorzitter van den Hoogen Raad, heeft in een eindverslag het werk van den Raad en de besluiten waartoe hij kwam, samengevat. Dit verslag kan dienen als commentaar voor de bepalingen van het onderhavige ontwerp van wet :

« De beroepsvorming van de jeugd, tusschen veertien en achttien jaar, dat is bij het verlaten van de lagere school en vóór hare intrede in het werkzame leven van nijverheid, handel of landbouw, is een der verschillende gezichtspunten, onder welke het grondprobleem van de voortbrengst zich voordoet, en

aldus houdt zij rechtstreeks verband met de herstelling van de nationale welvaart.

Beschouwd uit het bijzonder oogpunt van het leerlingschap in de ambachten en neringen, heeft de beroepsvorming bovendien eene maatschappelijke beteekenis, van onmiddellijk en gansch eigen belang : het leerlingschap op dit gebied beteekent de vergemakkelijkte toegang tot het kleine patroonschap, de aanwerving van personeel en de veilige voortzetting der ambachten, met hun traditioneel zelfstandig bestaan, met hun streven naar artistieke oorspronkelijkheid, zoo goed gepaard met het schrander werkvermogen onzer bevolking; het is, in het gevrijwaarde familie-kader, een heilzame beschutting tegen de opslorpijngskracht der groote ondernemingen en dus, tegelijkertijd, een maatregel tot krachtdadige verdediging van den haard en tot bescherming der middenstanden, die in de tegenwoordige tijden zoo zeer worden bedreigd. Zoo ver strekkend is het principiëel belang van het vraagstuk. Terecht wordt daarom de aandacht van den wetgever er tegenwoordig op gevestigd.

Zoodra men het terrein der algemeene beginselen verlaat en de toepassing, de werking en de controle van het leerlingschap onderzoekt, is het noodig een onderscheid te maken. Ongetwijfeld kan gezegd worden, zooals de heer Omer Buyse doet opmerken in de *Revue Economique Internationale*, van October 1924, dat de evolutie zelve van de nijverheidstechniek, de verdeeling en de mechanisatie van den arbeid, een groot verschil hebben teweeggebracht tusschen den ouden vorm van het leerlingschap en de nieuwe noodwendigheden, waarbij de werkman een operateur is met beperkte beroepsgebaren of een bestuurder van bijzondere machines. Niet ten onrechte geeft hij van het leerlingschap in de groote nijverheid eene nieuwe bepaling, welke het om zoo te zeggen in het stelsel van het werkhuis brengt, waardoor de werkmeester opnieuw zijn historische

rol bekomt van beroepsopleider der jonge werklieden, krachtens de uitgebreide wet op het arbeidscontract, en waardoor bovendien de technische opleiding verbonden wordt met een voor zekeren tijd verplichtend bijzonder onderwijs, waarbij de bestuurder de pogingen van den leerjongen zal gadeslaan.

Men begrijpt, dat de drang der feiten die oplossing geeft voor den werkman der groote inrichtingen.

Zij schijnt echter niet bevredigend noch voldoende, wat betreft de gewone ambachten. Zulks heeft ook de Fransche afgevaardigde, de heer Courtier, doen opmerken, die den 30ⁿ September 1922 in de Kamer een ontwerp van wet heeft ingediend, hetwelk tot grondslag diende voor latere besprekingen in den « Conseil supérieur de l'Enseignement technique de France », onder het voorzitterschap van den heer Vidal, sedert dien onder-Staatssecretaris van het Technisch onderwijs : « De eigenlijke nijverheden en de ambachten verschillen van elkander in werking en in methoden. Het is niet mogelijk een en dezelfde regeling te treffen voor twee zoo verschillende leerlingenschappen. » Die meening werd onderworpen aan en bekrachtigd door eene vergadering van deskundigen, welke ongeveer de oplossing aanpreest die wij de eer hebben hierna uiteen te zetten.

Het blijkt dus wel, dat het ontwerp van wet tot inrichting van het technisch onderwijs en van het leerlingschap, opgesteld door onzen Hoogen Raad van het Technisch Onderwijs, alhoewel het eene oplossing brengt, die over het geheel merkwaardig is en volkomen beantwoordt aan den normalen toestand in de groote nijverheid, toch eene leemte laat, wat betreft de inrichting van het leerlingschap in de ambachtswereld. Die leemte wenscht de Hooge Raad voor Ambachten en Neringen aangevuld te zien.

Trachten wij dus, de rol te bepalen die wij aan het leerlingschap willen

geven, en de inrichting te schetsen, waarin het zich zal kunnen ontwikkelen.

Er bestaat, immers, een nog uitgebreid domein, waar het leerlingschap goede vruchten kan afwerpen, namelijk, in de kleine zelfstandige nijverheden, zooals de schrijnwerkerij, de loodgieterij, de zinkbewerking, de slotmakerij, de hoefsmederij, de ververij, de schoenmakerij, haarkappen, knippen en naaien, enz., zonder den kleinhandel te vergeten, het hotelbedrijf, de beenhouwerij, de bakkerij, de kookkunst, en al de kunstambachten, zooals de meubelmakerij, het vervaardigen van houten vaatwerk, de goud- en zilversmederij, de beeldhouwkunst, de kunstige metaalbewerking, al die bloeiende ambachten en neringen onzer steden en dorpen, die de maatschappelijke evolutie voorzeker niet zal doen verdwijnen, maar die de gemeenschap integendeel, in het belang van den maatschappelijken vrede, heeft te versterken en te vrijwaren. Voor al die ambachten kunnen wij onmogelijk het absolute vonnis onderschrijven, dat zegt : « Het leerlingschap kwijnt weg en sterft, omdat het aan geen economische werking van onzen tijd meer beantwoordt ». Verre van daar, het leerlingschap zal leven, op één voorwaarde, namelijk, dat het georganiseerd worde. En het zal een bron van nieuwe levenskracht worden voor talrijke economische bedrijven, indien het ernstig wordt toegepast. Daarom zullen wij trachten zijn herstel mogelijk te maken.

Gevolg gevende aan een wenk van den achtbaren Minister van Economische Zaken, is de Hooge Raad vooreerst overgegaan tot een grondig onderzoek over den toestand van het leerlingschap in een tiental verschillende ambachten.

Het is niet mogelijk er hier de uitkomsten breedvoerig van mede te deelen. Bepalen wij ons tot de algemeene trekken.

Het is gebleken dat het leerlingschap tegenwoordig geen voldoening geeft, omdat dikwijls noch de leerling noch zelfs de patroon een klaar besef heeft

van de verplichtingen die beiden onderling hebben op zich genomen, en omdat overigens geen enkele sanctie hen daaraan komt herinneren. Bij den leerling zien we het verlangen om onmiddellijk geld te verdienen, eene reeds middelmatige voorbereiding en eene zekere nalatigheid om de tijdelijke lessen te volgen, de strekking om den patroon te verlaten zonder inachtneming van den termijn door het contract bepaald, en met gevaar voor zijn toekomst zich te laten wegtroonen door een anderen patroon, die meer betaalt; bij den patroon zien we dat hij den leerling gebruikt voor werk dat niet tot het ambacht behoort, maar voor hem zelf nuttiger is, dat hij geen voldoende besef heeft van zijne plichten jegens den leerling, uit vrees een mededinger te krijgen, dikwijls ook dat hij onbekwaam is in zijn eigen beroep.

Over 't algemeen heeft het onderzoek uitgemaakt dat de tijdelijke beroepslessen die in de meeste beroepen verband moeten houden met de practische vorming op de werkplaats, nuttig zijn, maar ongelukkig te schaarsch; dat de aanmoedigingen, onder den vorm van premiën toegekend aan den patroon en aan den leerling al te karig zijn; ten slotte, dat het verplichte leerlingschap volstrekt moet ingevoerd worden, hetgeen tot gevolg zal hebben dat het getuigschrift, vereischt voor het uitoefenen van het beroep, algemeen in gebruik zal komen.

Deze algemeene gegevens hebben de groote lijnen voor de in te voeren hervorming aangewezen.

Wij meenen de gevolgtrekkingen van den Raad te kunnen schetsen als volgt :

Vooreerst moet men op meer treffende wijze, voor den leerling zooals voor den patroon, doen uitkomen dat het begrip van het leerlingschap wederzijdsche plichten doet ontstaan voor beide contractsluitende partijen. De zedelijke factor ervan moet meer aan het licht komen. Het is immers niet te loochenen dat het leerlingschap, dat den leerling eene prac-

tische vorming geeft welke de kennis, opgedaan in de school of in de tijdelijke lessen, met voordeel aanvult, ook eene beroepsaanpassing is, waarin de opvoedkundige factoren een voornaam rol spelen. De meester heeft zeer groote verplichtingen, welke als het ware zijn als de plichten van den goeden huisvader, en zeer verschillen van de plichten welke een ondernemingshoofd heeft tegenover zijn werkman. Vooral die beschouwing heeft den Raad genoopt het leerlingschap niet op te vatten als een ondergeschikt raderwerk van een groote bestuursorganisatie van onderwijs, maar om het als een afzonderlijk iets te beschouwen, het in aanzien te stellen, er een eigen rechtsbestaan aan te geven, dat den geest zelf der inrichting eerbiedigt en getrouw is aangepast aan de zeden en gebruiken, waarvan de invloed steeds overwegend zal zijn.

Maar, het is niet voldoende die zijde van het vraagstuk te belichten, aan het begrip van het leerlingschap de plaats te geven die het toekomst; er moet getracht worden praktische uitslagen te bekomen en daarom is het noodig zich niet meer zooals voorheen tevreden te stellen met een weinig propaganda en aanmoediging door uiterst geringe toelagen; krachtadig moet gestreefd worden naar een volledig statuut voor het leerlingschap: eenerzijds, een geheel van wettelijke bepalingen, tot nauwkeurige omschrijving van het *contract van leerlingschap*, dat moet worden als een contract *sui generis* naast het arbeidscontract en het bedieningscontract, en dus verdient rechterlijk erkend en bepaald te worden zooals deze laatste; anderzijds, *eene bestendige wettelijke inrichting*, waar de ambachten en neringen de gelegenheid zullen vinden om den invloed uit te oefenen die hun tot heden ontbroken heeft. Dank zij die inrichting, zal de controle mogelijk zijn op het sluiten en uitvoeren der contracten, de bewaking aangaande de arbeidsvoorwaarden der leerlingen, aangaande de bekwaamheid der patroons, aangaande de examens van voltooid leer-

lingschap, aangaande het plaatsen van de houders der getuigschriften. Misschien mag men van diezelfde organisaties voordeelige initiatieven verhopende, wat betreft het voorbereidend leerlingschap, de propaganda in de schoolklassen van den vierden graad, de beroepsoriëntering, en de keuze van een patroon voor de beginnelingen.

Aldus zullen er waarborgen worden gesteld.

Ze zijn des te meer noodig, daar de leerlingen minderjarig zijn, en men zich eene algemeene uitbreiding van het leerlingschap niet voorstellen kan zonder dat een volledige en nauwkeurige bescherming te hunnen bate wordt ingericht.

Ziedaar de algemeene zin van de bepalingen, voorzien bij het hierna volgende voorontwerp.

Van heden af kan eene zekere verplichting worden opgelegd. Die verplichting geldt tegelijkertijd voor de jonge lieden van minder dan achttien jaar, zoodra ze een van de beroepen beginnen uit te oefenen welke een Koninklijk besluit zal bepalen, en voor de werkmeesters, die moeten medewerken aan de vorming der leerlingen in het bewuste bercep (art. 1 en 2). Indien ze die taak niet vervullen, hetzij persoonlijk, hetzij door hun bevoegde gemachtigden, moeten ze de taxe van leerlingschap betalen (art. 3 en 4).

De artikelen 6 tot 14 hebben betrekking op het leerlingscontract. Na het bepaald te hebben (art. 6), omschrijven ze den vorm en de noodige aanduidingen (art. 7 en 8), geven de hoofdverplichtingen van den patroon (art. 9) en van den leerling (art. 10), en, ten slotte, eene opsomming van de gevallen waarin het contract zal onthouden worden, hetzij van rechtswege (art. 12), hetzij op verzoek van de partijen of van een der partijen (art. 13).

Hoofdstuk III (art. 15 tot 17) handelt over de inrichting en de samenstelling der Kamers van leerlingschap opgericht hetzij per streek, hetzij op

ationale wijze, op het initiatief van beroepsverenigingen welke voldoende waarborgen zullen gegeven hebben van ontwikkeling en van goed bestuur.

Hoofdstuk IV (art. 18 en 19) geeft een wettelijk karakter aan het uitgangsexamen, aan de akte van bekwaamheid, alsmede aan den titel van « meester » die openbaar zal getuigen dat de belanghebbende een volledige en degelijke kennis van het beroep heeft verworven.

Hoofdstuk V bevat enkele aanvullende bepalingen van strafbaarheid.

Aldus zullen de grondslagen gelegd zijn voor eene gezonde en vruchtbare hervorming, welke sedert lang door het land wordt gewenscht; zij zal een goede aanvulling zijn van de ontworpen wetgeving tot inrichting van het technisch onderwijs, en zal ertoe bijdragen om door den vooruitgang der beroepsbedrijvigheid onze economische ontwikkeling en onze welvaart te verzekeren. »

Het is niet van belang ontbloot te vermelden dat vele landen reeds eene wetgeving ter zake bezitten.

Wij stippen aan : Frankrijk (wetten van 22 Februari 1851 en van 28 Decem-

ber 1910), Spanje (wet van 17 Juli 1911), Oostenrijk (nijverheidswetten 1859, 1883, 1897 en van 5 Februari 1907), Duitschland (nijverheidswetten van 1869, 1897, 1900 en Mei 1908), Zwitserland (Freiburg 1895, Neuchâtel 1890, Vaud 1896-1911, Tessin 1912, Valais, enz.), Nederland (wet van 4 October 1919), Denemarken (wetten van 30 Maart 1889 en van 6 Mei 1921), Noorwegen (wetten van 1881 en van 27 Juli 1913), Bulgarije (wetten van 1903 en van 27 Maart 1910), Servië (wet van 29 Juni 1910) en Roemenië (wet van 25 Januari-7 Februari 1912).

Het *Bulletijn van het Ambt voor Ambachten en Neringen*, nummer 1925, I, heeft in eene samenvattende tabel de voornaamste bepalingen van de voormelde vreemde wetgevingen bekendgemaakt.

De Minister van Landbouw,
H. BAELS.

De Minister van Financiën,
Bon H. HOUTART.